

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article72>



Encore une élection pour rien ?

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : mardi 9 juin 2009

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits
réservés



©Bnf

Encore une élection pour rien ?

Le résultat est enfin tombé après une campagne sans grand éclat. Et, comme à l'ordinaire, au soir du 7 juin, les principaux « leaders » rassemblés sur les plateaux de télévision commentaient doctement leurs résultats.

Tous les leaders, mais pas tous les acteurs. Car le vainqueur de ces élections n'avait pas été convié. L'abstention majoritaire du peuple était à peine commentée et pas représentée – pas même par l'un des nombreux sites Internet qui l'avaient encouragée comme un choix politique -. Certes, comme d'habitude, on nous dira qu'elle résulte d'un désintérêt, d'une incompréhension, voire, critique suprême, d'une absence de pédagogie. On oubliera que l'abstention, les appels au boycott, ont été des thèmes de campagne et que ne pas évoquer ce fait est un déni de démocratie en même temps qu'une incompréhension du vote.

Bien pis, on critiquera les abstentionnistes au nom du respect d'un droit de vote dont on dénie l'exercice réel aux citoyens. On oubliera que lorsqu'il n'y a pas souveraineté populaire, il n'y a pas exercice légitime du droit de vote. Or, depuis des décennies, une mince oligarchie s'arroge le droit de définir les bonnes questions, écartant systématiquement les autres, et s'octroie le monopole de la vie politique et de la propagande par son pouvoir sur la presse. Le mépris du vote du 29 mai 2005 en demeure le symbole flagrant et n'est certainement pas étranger à l'abstention du 7 juin.

En fait, tous les personnages conviés à débattre au soir du 7 juin avaient deux préoccupations communes : condamner l'abstention et légitimer le système institutionnel européen qui n'est démocratique ni par sa nature, ni par son fonctionnement. En ce sens, ils ont tous été désavoués.

Ils peuvent, certes, continuer comme si de rien n'était. C'est ainsi que le parti en tête crie victoire, feignant d'ignorer qu'il ne représente même pas 11% des électeurs inscrits.

Ils peuvent rester sourds aux appels exprimés par les citoyens comme ils l'ont fait après le 29 mai 2005 dont le sens profond était l'affirmation de la souveraineté populaire et un appel à rétablir la démocratie.

Mais, à force d'ignorer les messages émis par un peuple, on se prépare des lendemains difficiles. On approfondit le fossé entre pouvoir et citoyens et on fragilise la démocratie en privant le peuple d'une représentation réelle.

Certes, on ne saurait nier que, dans le vote du 7 juin, des votes significatifs ont été exprimés : les politiques antisociales et destructrices de l'environnement menées depuis des décennies ont, en particulier, entraîné des rejets et des choix particulièrement légitimes. Mais ces réactions ne peuvent pas mener à des politiques différentes dans le cadre institutionnel actuel, français autant qu'européen. Tout, en effet, est organisé pour rendre les contestations et les paroles du peuple inopérantes.

Ici, les refus de vote rejoignent les votes critiques. Mais ils ne peuvent, les uns et les autres, trouver leur efficacité

que dans la réaffirmation de la volonté collective et donc de la souveraineté populaire.

C'est pourquoi une assemblée Constituante élue au suffrage universel direct est l'objectif qu'il faut affirmer. Destinée à changer les règles du jeu politico-institutionnel, elle est, en effet, la réponse naturelle à l'explosion politique qu'indique ce vote du 7 juin 2008.

André Bellon

Président de l'Association pour une Constituante